

CADER SAYED-HOSSEN

(ANCIEN MINISTRE DU COMMERCE)

«L'ON DEVRAIT ARRIVER À UN PRIX AU BARIL TOURNANT AUTOUR DE 95 DOLLARS»

ANCIEN MINISTRE DU COMMERCE, CADER SAYED-HOSSEN REVIENT SUR LES FACTEURS GÉOPOLITIQUES À L'ORIGINE DE LA FLAMBÉE DES PRIX PÉTROLIERS ET L'IMPACT QUI EN RÉSULTE SUR L'ÉCONOMIE MAURICIENNE.

Le prix du baril de pétrole vient de dépasser les \$ 90 pour atteindre son plus haut niveau depuis 2014 et risque de franchir la barre des \$ 100 au cours de cette année. Comment expliquez-vous cela ?

Avec l'apparition du variant Omicron, tout le monde pensait que l'on aurait affaire à une contraction substantielle au niveau de la demande de pétrole. Cependant, cette contraction n'a pas eu lieu et l'on a assisté à une baisse dans la production de pétrole de la part de certains pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ainsi qu'un arrêt provisoire entre l'Irak et la Turquie après un attentat sur leur pipeline.

Concernant les prochains mois, le prix du baril de pétrole pourrait continuer à grimper en flèche d'après les analyses de plusieurs observateurs. Toutefois, s'il y a une augmentation à la pompe aux États-Unis, je vois mal le président Joe Biden faire avaler cette pilule au peuple américain dans ce contexte de crise économique et sociale liée à la pandémie de la Covid-19. Mis à part l'impact sur le reste du monde, le franchissement de la barre des \$ 100 le baril risque de créer des tensions diplomatiques entre Riyad et Washington.

Selon moi, les États-Unis vont

mettre une partie de leurs réserves sur le marché pour contrer cela et l'on devrait arriver à un prix au baril tournant autour des \$ 95.

Après la dernière augmentation qui a eu lieu en décembre 2021, les consommateurs mauriciens doivent-ils s'attendre à une nouvelle hausse sur le prix à la pompe ?

D'emblée, il faut savoir que le document officiel de la State Trading Corporation ne donne plus le prix de référence du baril de Brent. Entre le 29 décembre et aujourd'hui, le baril de Brent est passé de \$ 79 à plus de \$ 90, ce qui représente une hausse d'environ 11 %.

Sous mon mandat, la STC était opérationnellement indépendante dans le sens où elle gèrait elle-même sa politique de prix. En cas de baisse dans le prix du dollar ou le prix du pétrole, elle utilisait le surplus pour constituer des réserves qui agissaient alors comme *buffer* dans l'éventualité d'une hausse des prix. C'est de cette manière que l'on a pu maintenir les prix pendant deux ans alors que le prix du pétrole prenait l'ascenseur.

Néanmoins, aujourd'hui, la STC verse tout surplus, un montant qui peut atteindre Rs 5 milliards ou 6 milliards, dans la caisse centrale du



«L'ESSENCE EST LE PRODUIT LE PLUS VIOLEMMENT TAXÉ À MAURICE»

gouvernement via le *Consolidated Fund*. Cette manœuvre comporte deux implications lourdes pour les Mauriciens : premièrement, l'on ne peut plus compenser une hausse éventuelle dans le prix du pétrole et dans un second temps, ce surplus permet au gouvernement actuel d'effectuer du *cosmetic budgeting* en réduisant artificiellement le déficit.

Selon la formule de calcul de la STC, toute hausse de plus de 10 % justifie une éventuelle augmentation à la pompe, même si les autorités ne sont pas dans l'obligation de le faire. Dans l'état actuel des choses, même en prenant en compte les différentes taxes, cette hausse ne devrait pas se faire. Je tiens cependant à préciser que l'on reste à la merci du ministère des Finances étant

donné l'absence de surplus et une estimation en hausse concernant le prix du baril de pétrole.

Quelle doit être la stratégie d'approvisionnement selon vous ?

Le hedging est toujours une option risquée, mais je ne m'aventurerais pas à proposer une stratégie d'achat pour le gouvernement. Pour cause, celui-ci a les mains libres en ayant accès à des fournisseurs directs et des marchés préférentiels. L'estime que c'est sa responsabilité de *hunt around* pour trouver les meilleurs taux pour le bénéfice de tous les Mauriciens.

Je profite aussi de l'occasion pour souligner que l'*Excise duty* sur l'essence représente plus de 48 % du *Cost, Insurance and Freight* (CIF), ce qui fait de lui le produit le plus violemment taxé à Maurice !



EN FIN DE SEMAINE DERNIÈRE, LE BRUT A FRANCHI LA BARRE DES \$ 90

années 1970, en 2007 avant la crise financière et de 2010 à 2014». Si ce genre d'événements se produit pour diverses raisons (la guerre entre l'Iran et l'Irak en 1980, la bulle économique et immobilière couplée à la guerre en Irak/Afghanistan avant 2008 ou encore le Printemps arabe en 2011), la prédiction effectuée par Goldman Sachs a toutes ses chances de se concrétiser en 2022. Car, explique l'économiste, il y a «des tensions croissantes entre la Russie et l'Ukraine ainsi que la Chine et Taïwan, et une activité terroriste accrue dans certains pays africains tels que le Mozambique, le Burkina Faso, le Mali et une partie du Moyen-Orient».

UN SCÉNARIO PLAUSIBLE

Idem pour Amit Bakhtia qui confirme que ce scénario est «plausible dans le très court terme si la Russie envahit l'Ukraine pour ensuite se faire sanctionner sur les exportations de leur production de pétrole». Toutefois, il ajoute qu'un cours du pétrole à trois chiffres n'est point une variable soutenable sur le moyen et le long termes car graduellement les énergies alternatives propres prendront la relève. Questionné sur l'impact que cela pourrait engendrer sur notre facture pétrolière, l'analyste explique qu'au niveau d'Anneau, «nous prévoyons un effet net d'environ +10 à +15 % sur les importations de pétrole». Ce qui est consi-

dérable quand on sait qu'en 2020, alors que les cours pétroliers avaient touché le fond en raison de la crise, la facture pétrolière s'élevait à Rs 24,9 milliards.

Concernant la balance des paiements qui affichait un déficit de 0,8 % du PIB en 2020, elle sera davantage affectée négativement à court terme. Mais il ne prévoit pas d'impact sur la durée puisque, estime-t-il, «les prix mondiaux du pétrole se refroidiront à moins que la Russie n'envahisse l'Ukraine» ou qu'il y ait une escalade au niveau des tensions géopolitiques aux Émirats arabes unis.

Quant à Kevin Teeroovengadam, il tire la sonnette d'alarme sur le fait que «Maurice a le problème d'une roupie qui continue de se déprécier face aux principales devises telles que le dollar américain».

S'appuyant sur les observations du Fonds monétaire international (FMI) remontant à juin 2021 et qui faisaient mention d'une surévaluation de la roupie de plus de 30 %, l'analyste se dit convaincu que la roupie continuera à perdre du terrain face au dollar américain.

Si le prix du baril atteint les \$ 100, la situation va se corser avec une pression encore plus forte sur la roupie. De même, le gouvernement n'aura pas les moyens financiers pour empêcher une hausse du prix du carburant. La situation deviendra encore plus problématique du fait que sur chaque litre d'essence et de diesel, une taxe de Rs 2 est prélevée pour l'achat de vaccins. Selon Kevin Teeroovengadam, toutes ces variables suggèrent que si le baril atteint les \$ 100, il faudra s'attendre à un effet d'entraînement sur l'inflation qui impacte déjà lourdement les consommateurs.



L'OPTION RISQUÉE DU HEDGING

En tant que petit État insulaire, Maurice est particulièrement sujet aux fluctuations des cours pétroliers surtout «lorsque l'on réalise que notre pouvoir de négociation avec les exportateurs de pétrole est très limité», souligne Kevin Teeroovengadam.

Si une couverture comme le hedging est une option pour mitiger l'impact de la fluctuation des prix de pétrole, il préfère compter sur l'aide de pays amis, car «le mécanisme du hedging avec Air Mauritius a échoué et fait perdre aux Mauriciens une énorme somme d'argent».

Rejoignant ses propos, Amit Bakhtia explique que «pour un pays importateur net, la couverture peut se révéler extrêmement risquée et n'est pas justifiée». Selon lui, la STC devrait avoir un Desk d'investissement et de négociation dédié au pétrole et au gaz qui «sur/sous-importe (avec des réserves stratégiques en cours de construction/épuisées en fonction de la dynamique de la demande/offre mondiale et locale) par rapport aux facteurs macro- et microéconomiques mondiaux». C'est uniquement de cette façon que l'on pourra permettre une tarification beaucoup plus stable pour les consommateurs, avec «un impact sous-jacent encore plus lisse sur les pressions inflationnistes», argue-t-il.

DIFFICULTÉS POUR ATTEINDRE LES QUOTAS

Au début du mois, l'OPEP a trouvé un accord avec la Russie pour produire 400 000 barils additionnels par jour pour contrer une production en baisse, mais certains producteurs rencontrent des difficultés pour atteindre les quotas.

sée en actions et obligations vers les matières premières telles que le pétrole et le gaz.

Rappelant les problèmes de production au niveau de la Libye, le Nigeria, l'Équateur et le Kazakhstan, Amit Bakhtia prédise que même les États-Unis ne sont pas en mesure de convaincre l'Arabie saoudite d'augmenter la production mondiale. Étant donné que la libération de certaines de leurs réserves stratégiques n'a pas suffi à impacter les prix, l'économiste indique qu'il faut une nouvelle intervention de l'OPEP. Ainsi, celle-ci doit augmenter l'offre au niveau d'avant la pandémie si elle ne veut pas que «la hausse des prix du pétrole et du gaz commence à faire pression sur la croissance économique et la reprise mondiale».

Faut-il craindre un possible franchissement de la barre des \$ 100 durant les prochains mois? Kevin Teeroovengadam fait ressortir que ce cap a été atteint à trois reprises lors des 100 dernières années, à savoir «à la fin des

COURS PÉTROLIERS

COMMENT UN BARIL À 100 DOLLARS IMPACTERA L'ÉCONOMIE

LES TENSIONS GÉOPOLITIQUES AVEC LA PERSPECTIVE D'UN CONFLIT ARMÉ ENTRE LA RUSSIE ET L'UKRAÏNE ET LES ATTAQUES TERRORISTES CONTRE LES ÉMIRATS ARABES UNIS. AINSI QU'UN APPROVISIONNEMENT LIMITÉ FONT QUE LES COURS PÉTROLIERS SONT EN TRAIN DE GRIMPER EN FLÈCHE EN CE DÉBUT D'ANNÉE. CELA NE SERA PAS SANS CONSÉQUENCE SUR NOS FONDAMENTAUX ÉCONOMIQUES

Rikhton AUKAULO



AMIT BAKHRTA
(CEO D'ANNEAU)



KEVIN
TEEROVENGADAM
(ÉCONOMISTE)

LES pressions inflationnistes s'accroissent en ce début d'année. L'une des sources est la flambée des cours pétroliers. Fortement dépendant des énergies renouvelables, Maurice est directement impacté.

En fin de semaine dernière, le cours du brut a dépassé les \$ 90, soit son niveau le plus haut depuis 2014. Quant au cours du Brent, qui détermine le prix d'achat des produits pétroliers par Maurice, il s'affiche autour de \$ 87.

Alors que le marché du pétrole est déjà en mauvaise posture de par une production qui n'arrive pas à atteindre son quota mensuel, les analystes estiment que le prix de l'or noir devrait continuer à grimper en 2022. Le spectre d'un baril à 100 dollars est plus que jamais une éventualité à ne pas écarter.

Les conséquences, on les connaît : une pression folle sur notre facture d'importation alimentant l'inflation, une

détérioration de la balance des paiements et une probable dépréciation de la roupie.

Commentant cette situation, l'économiste Kevin Teerovengadam explique qu'il y a un certain nombre de facteurs à prendre en considération, à savoir, *«la chute drastique dans la demande de pétrole au début de la crise de la Covid-19 en 2020, suivie par une stimulation de la consommation en 2021 causée par l'injection d'énormes sommes d'argent dans l'économie mondiale»*.

Si ce cycle est responsable d'une augmentation dans les prix du pétrole et du gaz en 2021, la barre des \$ 90 a été franchie à cause de nombreuses incertitudes liées à des soubresauts de logistique et des tensions géopolitiques. Pour cause : il semblerait qu'une nouvelle guerre froide se dessine entre l'Occident d'un côté et la Russie et la Chine de l'autre.

Son avis est partagé par le CEO d'Anneau, Amit Bakhrta,

qui confie d'emblée que cela ressemble à *«une tempête presque parfaite, mais à très court terme en raison d'un approvisionnement serré et des tensions géopolitiques»*. Ainsi, explique-t-il, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a eu du mal à augmenter la production mondiale de pétrole face à une demande mondiale en reprise constante. De même, les attaques de drones contre les installations pétrolières aux Émirats arabes unis, les problèmes politiques en Libye, les soubresauts de production au Nigeria et au Kazakhstan, voire les tensions diplomatiques entre Washington et Moscou au sujet de l'Ukraine ont mis la pression sur les cours pétroliers.

Hormis le mouvement d'argent des investisseurs mondiaux vers les énergies renouvelables propres, Amit Bakhrta prévoit que la perte de valeur sur les marchés boursiers mondiaux s'est concrétisé-